

ACQUISITION D'UNE BASE DE CONNAISSANCES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

SIÈGE

15 rue des Minimes – CS 50001
92677 COURBEVOIE Cedex

Tél +33 (0)1 56 65 89 98

Fax +33 (0)1 56 65 86 00
www.inpi.fr – contact@inpi.fr

Établissement public national
créé par la loi n°51-444 du 19 avril 1951

SOMMAIRE

| | | |
|----|--|----|
| 1 | OBJET DU MARCHÉ | 3 |
| 2 | FORME DU MARCHÉ | 3 |
| 3 | ALLOTISSEMENT | 3 |
| 4 | DURÉE DU MARCHÉ | 3 |
| 5 | VARIANTE | 3 |
| 6 | NATURE DES PRIX ET DÉCLENCHEMENT DES PRESTATIONS..... | 4 |
| 7 | BONS DE COMMANDE | 5 |
| 8 | PRIX DES PRESTATIONS | 5 |
| 9 | RÈGLEMENT DES COMPTES | 6 |
| 10 | AVANCES | 8 |
| 11 | EXÉCUTION DES PRESTATIONS..... | 8 |
| 12 | VÉRIFICATIONS ET ADMISSIONS..... | 10 |
| 13 | ASSURANCES | 10 |
| 14 | PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ FOURNISSEUR | 11 |
| 15 | PENALITÉS | 11 |
| 16 | CESSION DE CRÉANCE | 12 |
| 17 | DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS..... | 12 |
| 18 | CONFIDENTIALITÉ | 13 |
| 19 | PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES | 14 |
| 20 | PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE..... | 17 |
| 21 | DOCUMENTS À PRODUIRE..... | 18 |
| 22 | DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER..... | 19 |
| 23 | RÉSILIATION | 19 |
| 24 | RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES..... | 20 |
| 25 | TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE | 21 |
| 26 | DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX | 21 |

1 OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la mise en place d'une nouvelle base de connaissances comprenant des prestations de maintenance corrective et évolutive.

Le détail des prestations attendues et leurs spécifications techniques figurent dans le cahier des clauses techniques particulières.

2 FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert passé en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché composite comprenant :

- une partie ordinaire traitée à prix forfaitaires, regroupant l'acquisition des licences, la mise en place de la solution et la TMA corrective ;
- une partie unitaire traitée en accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, conclu en application des dispositions des articles R2162-1, R2162-2, R2162-4 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, sans montant minimum annuel mais avec un montant maximum annuel de 40 000 € HT, pour des prestations supplémentaires basées sur les unités d'œuvre du bordereau des prix.

3 ALLOTISSEMENT

Le marché est composé d'un lot unique, car le besoin concerne une plateforme unique.

4 DUREE DU MARCHÉ

Ce marché est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification. Il sera reconduit tacitement par période d'une (1) année. La durée totale ne pourra pas excéder quatre (4) années.

L'INPI pourra prendre chaque année et au plus tard dans un délai de 120 jours avant la fin de la période annuelle, la décision de ne pas reconduire le marché, sans que le titulaire puisse la refuser.

5 VARIANTE

Les variantes à l'initiative des soumissionnaires ne sont pas autorisées.

Concernant l'hébergement de la solution, le soumissionnaire a la possibilité de répondre à l'offre de base, ou de choisir la variante proposée par l'INPI. Il peut proposer les deux solutions, ou seulement une des deux. S'il fait le choix de présenter les deux solutions, il devra proposer deux offres distinctes, en cochant la case correspondante dans l'acte d'engagement. Les deux offres seront appréciées séparément.

Offre de base : Hébergement On Premises

Cette solution doit être privilégiée. L'INPI souhaite héberger la solution sur son infrastructure propre. L'INPI assumera donc la charge de la maintenance de l'infrastructure, y compris l'installation des

mises à jour, les sauvegardes et restaurations et le plan de continuité d'activité (PCA), à partir du document d'exploitation (DEX) fourni par le titulaire.

Variante : Hébergement SaaS

Cette solution est à destination du soumissionnaire qui ne propose pas l'hébergement de la solution en interne, « on premises ». Dans ce cas, les opérations de maintenance et de mise à jour de l'ensemble du système sont à la charge exclusive du titulaire. Le titulaire devra également prévoir un plan de continuité d'activité, testé annuellement, et un plan de sauvegarde et restauration des données.

6 NATURE DES PRIX ET DECLENCHEMENT DES PRESTATIONS

Prestations forfaitaires

Les prestations comprises dans la **phase d'initialisation du marché et de mise en place de la solution**, basées sur des prix forfaitaires fixés au Bordereau des Prix (BP), débiteront à compter de la notification du marché, sans qu'il soit nécessaire d'émettre de bon de commande :

- Phase d'initialisation du marché et de mise en place de la solution ;
 - o acquisition de licences (offre de base) ;
 - o forfait SaaS annuel, comprenant l'accès à la solution (variante) ;
 - o installation et paramétrage ;
 - o mise en place de la solution (VA, VSR, Garantie) ;
 - o formations initiales ;
 - o reprise de l'existant.

Une réunion de lancement du projet devra se tenir dans les 10 jours suivant la notification du marché. Cette réunion de lancement déclenche le début du projet : T0.

La prestation de **TMA corrective**, basée sur le prix forfaitaire fixé au Bordereau des Prix (BP), débutera après la phase de Garantie, sans qu'il soit nécessaire d'émettre de bon de commande.

Les délais de réalisation des prestations sont précisés à l'article 5.4.1 du CCTP.

Prestations exécutées par bons de commande

Les autres prestations basées sur des prix unitaires seront exécutées à la demande du pouvoir adjudicateur, au moyen de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins et rémunérées par application des prix fixés au bordereau des prix.

- Les prestations de maintenance évolutive de la solution : ajout de modules logiciels applicatifs, interfaces, paramétrages techniques ou fonctionnels, gestion des données...
- Les prestations d'installation logicielle (sur site ou à distance),
- L'extension de la prestation de TMA corrective au prorata du nombre de licences utilisateur supplémentaire acquises, si nécessaire,
- Les formations supplémentaires,
- La prestation de réversibilité.

7 BONS DE COMMANDE

Le cas échéant, les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins. Chaque bon de commande précisera, a minima, les informations suivantes :

- les références du marché ;
- la date et le numéro de la commande ;
- le nom et les coordonnées du titulaire ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le lieu et la date d'exécution des prestations ;
- le délai d'exécution de la prestation ;
- le détail des prix unitaires par référence au bordereau des prix unitaires ;
- le montant total de la commande incluant le prix HT, TTC, ainsi que le montant de la TVA ;
- l'adresse de facturation.

Chaque bon de commande engage le titulaire sur les résultats attendus et les délais d'exécution.

Les bons de commande pourront être établis pendant toute la durée du marché.

Ils seront notifiés électroniquement par le pouvoir adjudicateur ou son représentant légal au titulaire par courrier électronique.

Chaque bon de commande déterminera la nature, les quantités et le délai dans lequel la prestation devra être exécutée.

Le délai d'exécution de chaque bon de commande part à compter de sa date de notification

Seuls les bons de commande notifiés par le représentant de l'INPI pourront être honorés par le Titulaire.

8 PRIX DES PRESTATIONS

Contenu des prix

En ce qui concerne la partie forfaitaire du marché, les prestations sont réglées sur la base d'un prix global et forfaitaire pour chaque année d'exécution du marché. Les prix sont hors TVA et sont exprimés en euro hors taxe dans le bordereau des prix.

Ils comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché de sorte qu'aucun frais additionnel ne pourra être réclamé par le titulaire.

En ce qui concerne la partie à prix unitaires du marché, les prix sont hors TVA et sont exprimés en euro hors taxe. Les prestations s'exécutent par application aux quantités réellement exécutées des prix indiquées dans le bordereau des prix.

Ils comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché de sorte qu'aucun frais additionnel ne pourra être réclamé par le titulaire.

Variation dans les prix

Les prix du marché sont fermes la première année, puis sont révisables annuellement, à la date anniversaire du marché.

Les prix sont révisables à la hausse comme à la baisse, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro".

La révision sera effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient Cn de révision donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times \frac{SYN}{SYN_0}$$

- SYN₀ est la valeur, au mois zéro, de l'indice Syntec (honoraires des salariés de la chambre syndicale des sociétés d'études et de conseil),
- SYN est la dernière valeur connue au moment de la demande de révision.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG/TIC, pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG-TIC, les révisions de prix sont applicables :

- aux factures ultérieures concernant les prestations forfaitaires et unitaires sur relevé, débutant à compter de la deuxième année d'exécution du marché,
- aux bons de commande notifiés après la réception des nouveaux tarifs, sous réserve de la validation des prix par l'INPI.

Procédure de variation des prix

Le titulaire s'engage à transmettre au moins **un (1) mois** avant la reconduction du marché, les prix révisés représentant son résultat du calcul, par courrier électronique avec accusé de réception, à l'adresse électronique suivante : revision.prix@inpi.fr

L'INPI peut dans un délai d'un (1) mois contester ledit résultat et adresser son propre résultat de calcul. Le titulaire aura alors dans un délai de 7 jours la possibilité de l'accepter, cette acceptation étant acquise dans son silence, ou d'apporter tous éléments pour justifier le résultat de son calcul initial ou le corriger.

Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché si le changement de tarif conduit, sur un an, à périmètre constant, à une augmentation des prix supérieure à 3%.

9 REGLEMENT DES COMPTES

Remise des factures à l'INPI

9.1.1 Facturation électronique

Chaque bon de commande donnera lieu à l'émission d'une facture distincte.

Le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Au choix du titulaire, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr/>

Les informations permettant de déposer les factures sur Chorus portail pro sont les suivantes :

- Siret : n° 18008001200248 ;
- Code service Chorus Pro (le code service Chorus Pro sera précisée après la notification du marché) ;
- Engagement(s) :
 - Pour les prestations à bons de commande : les informations sont référencées sur chaque bon de commande – dans le cartouche Facturation électronique « Références Chorus Pro » ;
 - Pour les prestations à prix forfaitaire : engagement juridique (la numérotation vous sera précisée après la notification)
- Numéro de marché (la numérotation sera précisée lors de la notification) : 2024/00.

Ces informations devront également figurer dans l'entête de la demande de paiement.

9.1.2 Mentions de la facture

Outre les mentions obligatoires réglementaires, chaque facture mentionnera les indications suivantes :

- la désignation des parties contractantes du marché (titulaire et INPI) ;
- l'objet succinct du marché ;
- le numéro de marché et éventuellement ceux des avenants et actes spéciaux ;
- la période d'exécution des prestations qui font l'objet de la demande de paiement ;
- le détail des prestations exécutées (nature, quantité et prix unitaires ou forfaitaires et relevés) ;
- le montant total HT ;
- le montant de la TVA, suivant la réglementation et le taux en vigueur ;
- le montant total TTC.

Modalités de règlement

Selon qu'il sera isolé ou partie d'une prestation globale, le règlement sera considéré comme acompte ou paiement partiel définitif.

Le paiement des sommes dues au titulaire au titre du marché s'effectue sur présentation de factures, suivant les règles de la comptabilité publique, après service fait, par virement administratif et selon les périodicités suivantes :

- La prestation forfaitaire initiale décrite aux articles 5.1 et 5.2 du CCTP sera réglée après service fait et selon l'échéancier suivant :
 - Signature du PV de VA : 70 % ;
 - Signature du PV de VSR : 25 % ;
 - Fin de période de garantie : 5 %.

- Dans le cas d'une solution SaaS, pour l'accès à la solution, un premier paiement sera effectué pour les 6 premiers mois à l'issu de cette période, puis paiement trimestriel ou annuel à terme échu,
- Les prestations à bon de commande exécutées en mode « projet » tel que décrit au §5.3.2 du CCTP, pour les évolutions / prestations d'envergure sur bons de commande concernant la maintenance évolutive, seront réglées selon le même échéancier que la prestation forfaitaire initiale,
- Les prestations à bon de commande exécutées en dehors du mode « projet » seront réglées après service fait,
- Le paiement des prestations forfaitaires de TMA corrective s'effectue trimestriellement (ou mensuellement si le titulaire entre dans les catégories des PME / artisans telles qu'elles sont définies par l'article R. 2151-13 du code de la commande publique ou bien une SCOP ou une entreprise adaptée et, pour le marché de fournitures ou de services, s'il en a fait la demande à l'article 8.3 de l'acte d'engagement, à terme échu, au prorata du montant fixé dans l'acte d'engagement.

Délai global de règlement

Le délai global de règlement des sommes dues est fixé à 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par l'INPI, en application des dispositions L.2192-10 et R.2192-10 du Code de la commande publique.

10 AVANCES

Pour la partie du marché traitée à prix forfaitaires, une avance de 10 % du montant annuel (€ TTC) sera accordée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L2991-2, L2991-3, R2191-5 à R2191-10 du code de la commande publique, sauf s'il la refuse expressément dans l'acte d'engagement, selon la formule suivante :

Avance = Prix forfaitaire annuel du marché (euros TTC) × 10 %

Elle sera réglée sans formalités dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché.

Le remboursement de l'avance se fera dans les conditions prévues par les articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

11 EXECUTION DES PRESTATIONS

Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu par une obligation de résultat.

Cette obligation de résultat s'entend pour :

- L'intégralité des prestations décrites dans le CCTP ;
- Le respect des contraintes imposées par l'INPI ;
- La livraison de l'ensemble de la documentation nécessaire à l'utilisation et à l'exploitation des services.

L'INPI ne considérera le résultat atteint que si et seulement si le système :

- Ne présente pas de défaut (fonctionnel ou technique) ;
- Autorise, en fonctionnement normal, une utilisation conforme aux engagements du titulaire.

Le titulaire reconnaît également être tenu à une obligation de conseil, de mise en garde et de recommandations en termes de sécurité et de mise à l'état de l'art. En particulier il s'engage à informer le client des risques d'une opération envisagée, des incidents éventuels ou potentiels, et de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou de prévention.

Outre le respect de ses obligations au titre de la convention de service, le titulaire informera préalablement l'INPI de toute opération susceptible de provoquer l'indisponibilité (ou une dégradation des performances) du système.

Le titulaire est responsable du maintien en condition de sécurité du système pendant toute la durée des prestations.

Les mécanismes de sécurité mis en œuvre doivent évoluer conformément à l'état de l'art : la découverte de failles dans un algorithme, un protocole, une implémentation logicielle ou matérielle, ou encore l'évolution des techniques de cryptanalyse et des capacités d'attaque par force brute doivent être pris en compte.

Obligations de discrétion

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, données et décisions dont il a ou aura la connaissance durant l'exécution du marché.

Il s'interdit, notamment, toute utilisation des données ainsi que toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents ou de données à des tiers sans l'accord préalable de l'INPI.

Responsabilité du titulaire

Le titulaire assumera les conséquences de ses propres défaillances et de celles de son ou de ses sous-traitants quelle que soit la nature des prestations, et quel que soit le lieu de leur exécution.

L'INPI se réserve le droit de réclamer au titulaire l'indemnisation des conséquences financières de ces défaillances.

Ressources en matériel

Durant toute la durée du marché, le titulaire prend à sa charge les ressources en matériel nécessaires à son exécution.

Correspondant de l'INPI

Le titulaire a l'obligation de nommer un responsable technique et administratif chargé de la conduite de l'exécution des prestations pour l'INPI. Les qualifications de l'équipe chargée de la mise en œuvre des prestations seront indiquées.

Le changement de responsable technique et administratif doit être impérativement et immédiatement signalé par écrit et au préalable à l'INPI. Le nom, les coordonnées, la formation et l'expérience du remplaçant devront être notifiés par écrit et validé par l'INPI.

L'INPI s'engage à communiquer au titulaire le nom, les coordonnées professionnelles et la fonction de la personne chargée de conduire et de diriger le suivi technique et administratif du présent marché dans les 15 jours suivants la notification du marché.

Le suivi de l'exécution du marché sera assuré si besoin par l'organisation d'éventuelles réunions périodiques dont la fréquence sera fixée dès la notification du marché.

Transfert des droits et obligations du titulaire

Le titulaire exécute personnellement le présent marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. Sinon le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

12 VERIFICATIONS ET ADMISSIONS

Les vérifications et admissions conditionnent le paiement des prestations acceptées.

Les dispositions du CCTP ainsi que les différentes étapes de vérification prévues au CCAG/TIC s'appliquent.

Les dispositions relatives aux vérifications quantitatives et qualitatives du CCTP et celles prévues aux articles 31 et 32 du CCAG TIC sont applicables.

Conformément aux dispositions de l'article 34 du CCAG TIC, le pouvoir adjudicateur prononce la réception des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché.

La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception.

En cas d'ajournement, réfaction ou rejet, les dispositions de l'article 34 du C.C.A.G.-T.I.C. sont applicables.

13 ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG TIC.

Il doit fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification, le titulaire devra justifier qu'il est bien à jour des contrats d'assurance suivants :

- contrat d'assurance couvrant les bâtiments, annexes et dépendances,
- police de responsabilité civile, couvrant toutes les activités pour la durée des séjours concernés, les dommages corporels, matériels et immatériels dans le cadre de la prestation et des activités, étendue aux frais et recherches, décès, infirmité et sans limitation contre les risques d'accident aux tiers (faisant apparaître le montant des garanties).

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

L'absence de ces documents dans les délais prescrits pourra entraîner la résiliation du contrat, sans mise en demeure, et sans indemnité, par l'INPI.

14 PLAN D'ASSURANCE QUALITE FOURNISSEUR

Le prestataire qui est certifié Qualité fournit dans son offre un plan d'Assurance Qualité Fournisseur détaillant les actions Qualité qui seront mises en œuvre afin de vérifier la conformité du produit/service aux exigences Qualité de son périmètre d'activité.

15 PENALITES

Dispositions générales

Cet article déroge à l'article 14.1 du CCAG-TIC.

Les pénalités pourront être appliquées sans montant minimum ni montant maximal.

Dès lors que l'INPI a respecté ses engagements à l'égard du titulaire, l'INPI se réserve la possibilité d'appliquer l'une des pénalités suivantes.

Préalablement à l'application des pénalités, l'INPI adressera un courrier ou courriel au titulaire. Celui-ci aura un délai de 5 jours ouvrés pour faire parvenir ses éventuelles observations. A défaut, les pénalités pourront être appliquées de plein droit.

Si des observations motivées sont transmises dans le délai imparti, l'INPI se réserve le droit d'apprécier si les retards sont imputables, en tout ou partie, à l'INPI et ainsi de moduler ou non les pénalités.

Il sera notamment tenu compte des circonstances, d'un éventuel cas de force majeure ou d'une impossibilité manifeste pour le titulaire d'assurer sa prestation en raison d'une action de l'INPI, de la gravité du retard ou de cette baisse de performance d'un ou de plusieurs services, du type de service concerné et de leur éventuelle récurrence.

15.1.1 Pénalités relatives au planning de réalisation de mise en place de la solution

Dès lors qu'un retard est constaté entre la date prévue dans le planning de réalisation proposé par le titulaire et validé lors de la réunion de lancement, pour le début de VA, le début de VSR et la fin de VSR, et la date effective de réalisation, l'INPI a la possibilité d'appliquer des pénalités de 500€ HT par semaine de retard.

Les pénalités de retard commencent à courir sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable.

15.1.2 Pénalités relatives à la maintenance corrective traitée à prix forfaitaire

Dès lors qu'un retard est constaté entre la date prévue de livraison ou d'exécution de la prestation et la date effective de réalisation, l'INPI a la possibilité d'appliquer ces pénalités.

Les pénalités de retard relatives aux délais de résolution des anomalies commencent à courir sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable.

Les montants des pénalités sont en euros hors taxes.

- Anomalies mineures

En cas de non rétablissement des anomalies mineures dans le délai prévu à l'article 5.3.1 du CCTP, le titulaire subira une pénalité de 100 € HT par jour ouvré de retard.

- Anomalies majeures

En cas de non-rétablissement des anomalies dans le délai prévu à l'article 5.3.1 du CCTP, le titulaire subira, une pénalité de 500 € HT par jour ouvré de retard.

▪ Anomalies bloquantes

En cas de non rétablissement des anomalies dans le délai prévu à l'article 5.3.1 du CCTP, le titulaire subira une pénalité de 100 € HT par heure de retard.

15.1.3 Pénalités des prestations sur la partie à bons de commande

En cas de retard dans l'exécution des prestations sur la partie à bons de commande (maintenance évolutive, formations supplémentaires et réversibilité), les dispositions de l'article 14.1 du CCAG TIC s'appliquent sauf dans le cas d'un travail dissimulé.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC les pénalités seront applicables sans montant plancher ni montant maximal.

Dispositions particulières relatives au travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées au titulaire, d'un montant forfaitaire égal à 1500 euros, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail. Le montant des pénalités sera toutefois plafonné par celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

16 CESSIION DE CREANCE

Si le titulaire souhaite céder ou nantir des créances qu'il détient sur l'INPI au titre du présent marché, il doit demander à l'INPI la délivrance d'un certificat de cessibilité.

Ce certificat comporte notamment le montant du marché non sous-traité par le titulaire, et doit être remis à l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement.

Une fois le certificat fourni, il ne peut en être émis d'autres exemplaires.

17 DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS

Le titulaire pourra sous-traiter une partie de l'exécution des prestations faisant l'objet du marché dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et les articles L 2193-1 à L 2193-14 et R 2193-1 à R 2193-16 du code de la commande publique.

Désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché

La désignation d'un (ou de) sous-traitant(s) en cours de marché est soumise à l'agrément du pouvoir adjudicateur. Elle sera formalisée par acte spécial et est subordonnée à la présentation des documents suivants, fournis par le titulaire contre récépissé ou par lettre recommandée, avec avis de réception :

① Une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le cas échéant, les modalités de variation de prix ;

(Ces informations peuvent être regroupées dans un acte spécial de sous-traitance, imprimé DC4, disponible sur le site Internet du ministère de l'économie et des finances, à l'adresse suivante : https://www2.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/formulaires/DC/imprimés_dc/DC4-2019.doc)

- ② Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.
- ③ Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.
- ④ Le certificat de cessibilité du marché si celui-ci a été délivré par l'INPI. Le montant figurant sur ce certificat doit être modifié par l'INPI en fonction du montant sous-traité.

Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, agréé par l'INPI, est payé directement, après accord du titulaire.

Le sous-traitant adresse sa facture conformément aux dispositions des articles R 2193-11 à R 2193-16 du code de la commande publique :

Article R. 2193-11 : « *Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.* »

Article R. 2193-12 : « *Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur. »*

Article R. 2193-13 : « *Passé le délai mentionné à l'article R. 2193-12, le titulaire du marché est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées. »*

Article R. 213-14 : « *Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande de paiement dans les conditions fixées à l'article R. 2193-11 ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de cette preuve, du récépissé ou de l'avis postal. L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. »*

Article R. 2193-15 : « *L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant. »*

Article R. 2193-16 : « *Lorsque le sous-traitant utilise le portail de facturation mentionné à l'article 2 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, il y dépose sa demande de paiement sans autre formalité. Le titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur le portail de facturation. »*

18 CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à ne divulguer, en aucun cas, les documents ou renseignements confidentiels qui lui seraient communiqués par l'INPI à l'occasion de l'exécution du présent marché et à faire respecter cette obligation par son personnel et ses éventuels sous-traitants.

19 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le responsable du traitement au sens du règlement européen sur la protection des données est le pouvoir adjudicateur dans le cadre du présent marché (ci-après « le pouvoir adjudicateur »).

Le sous-traitant au sens du règlement européen sur la protection des données est le titulaire du présent marché (ci-après « le titulaire »).

19.1 Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'INPI (responsable des traitements) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

19.2 Description du traitement faisant l'objet du marché

Solution de base « On premises »

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour assurer les opérations de TMA corrective et évolutive de l'application de gestion de base de connaissance.

La nature des opérations à effectuer est d'effectuer des tests à partir des données exportées de l'environnement de l'INPI vers l'environnement du prestataire lors d'opérations de maintenance et de résolution d'anomalies rencontrées avec l'application objet du marché.

Les données à caractère personnel traitées sont des données d'identification et de contact : les noms, prénoms et adresses mails.

Les catégories de personnes sont les collaborateurs de l'INPI, des contacts professionnels de valideurs du Guichet unique et des contacts professionnels des personnes qualifiées en propriété industrielle.

Solution variante « SaaS »

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour assurer les opérations d'hébergement, de sécurisation, et de TMA corrective et évolutive de l'application de gestion de base de connaissance.

La nature des opérations à effectuer est le stockage des données, la gestion des accès sécurisés aux données, la mise en œuvre de la confidentialité de l'ensemble.

Les données à caractère personnel traitées sont des données d'identification et de contact : les noms, prénoms et adresses mails.

Les catégories de personnes sont les collaborateurs de l'INPI, des contacts professionnels de valideurs du Guichet unique et des contacts professionnels des personnes qualifiées en propriété industrielle.

19.3 Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à :

1. traiter les données **pour la seule finalité** qui fait l'objet du marché ;
2. traiter les données **conformément aux instructions** de l'INPI. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, **il en informe immédiatement** l'INPI. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'INPI de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.
6. sous-traitance
Le Titulaire du marché public peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'INPI de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. L'INPI dispose d'un délai minimum de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'INPI n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu. Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de l'INPI. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'INPI de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

7. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'INPI de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Dans la mesure du possible, le Titulaire aidera l'INPI à répondre à son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées, en lui fournissant toute information, renseignement, document ou fichier nécessaire.

9. Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie à l'INPI toute violation de données à caractère personnel intervenant dans son propre environnement informatique dans un délai maximum de 72 heures après en avoir pris connaissance, par courrier ou par mail. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile.

Après accord de l'INPI, le Titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), les violations de données à caractère personnel intervenues dans son propre environnement dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient tous les éléments attendus par la CNIL.

S'il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'INPI, le Titulaire communique, au nom et pour le compte de l'INPI, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient les éléments définis par la CNIL.

10. Aide du Titulaire dans le cadre du respect par l'INPI de ses obligations

Le Titulaire aide l'INPI pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données. Le Titulaire aide l'INPI pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11. Mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

12. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le Titulaire s'engage à détruire les données à caractère personnel en sa possession liées à l'exécution du marché. Une fois les données détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

13. Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique à l'INPI **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

14. Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'INPI comprenant :

- le nom et les coordonnées de la personne à l'INPI pour le compte de laquelle il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, de son délégué à la protection des données ;

- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'INPI ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles,
 - le chiffrage des données à caractère personnel ;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

19.4 Obligations du responsable de traitement vis-à-vis du sous-traitant

Le responsable de traitement s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données nécessaires à l'exécution de ses prestations au titre du présent marché ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le sous-traitant ;
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du sous-traitant ;
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du sous-traitant.

20 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Il sera fait application du chapitre 7 du CCAG TIC.

Concernant les licences propriétaires, le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur, le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché et pour la France. Dans l'hypothèse d'une publication sur internet, les droits sont concédés pour le monde entier.

Le pouvoir adjudicateur ne devient pas, du fait du marché, titulaire des droits afférents aux résultats dont la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché.

Pour ce qui est des licences libres, la TMA de la solution pourra être maintenue par les équipes internes et / ou des tiers dans le cadre d'un futur marché, sans contrainte.

Le titulaire doit fournir à la personne publique la liste des codes sources, des composants logiciels, de la documentation utilisée, accompagnée de leur régime juridique.

Il est interdit au titulaire d'utiliser des connaissances antérieures (code sources extérieurs et / ou des paramétrages et / ou de la documentation) dont le régime ne serait pas compatible avec le régime juridique de la licence choisie. Dans ce cas, la solution doit pouvoir être maintenue partiellement ou totalement et faire l'objet d'évolutions par un tiers, sans restriction et contrainte.

Le titulaire du marché s'engage à ce que l'exploitation des résultats ne porte pas atteinte aux droits ou à l'image du pouvoir adjudicateur.

De manière générale, il est par ailleurs entendu que les données fournies par l'INPI au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché restent la propriété de l'INPI. Ainsi, le titulaire n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte du fait de l'exécution des prestations prévues au marché lorsque les créations ont été réalisées par l'INPI et remises au titulaire. Le titulaire doit restituer à l'INPI, sur simple demande, les supports ayant servi à réaliser la prestation. C'est notamment le cas des films, négatifs, supports numériques, typons, chartes graphiques, plaques, transferts, empreintes, formes, etc., utilisés par le titulaire et, le cas échéant ses sous-traitants pour l'exécution du marché.

Les transferts de propriété auront lieu aux dates d'admission. Toutefois, en cas de résiliation du marché et ce, pour quelque cause que ce soit, l'INPI deviendra propriétaire, dès la date de résiliation, de l'ensemble des documents et études réalisés au titre de ce marché ou en cours d'exécution.

L'INPI peut communiquer à des tiers les résultats des prestations résultant de l'exécution du marché.

L'INPI peut librement publier les résultats des prestations.

Le titulaire garantit être titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats des prestations et avoir conclu, le cas échéant, les cessions nécessaires avec les auteurs. Il garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle des livrables fournis au titre du marché.

Si la personne publique est victime d'un trouble de jouissance des livrables fournis, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

Les mesures propres à faire cesser le trouble de jouissance sont les suivantes, au choix du titulaire :

- soit modifier ou remplacer les éléments en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché ;
- soit faire en sorte que la personne publique puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement de licence.

La personne publique, si elle fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle portant sur l'un des éléments de prestations, s'engage pour sa part à :

- aviser le titulaire, dans un délai de quinze jours, de l'assignation qu'elle aurait reçue ;
- l'appeler en cause en qualité de garant et à souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense ;
- accepter qu'il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge de la personne publique.

21 DOCUMENTS A PRODUIRE

Conformément aux dispositions des articles L.8222-1 à L.8222-3, R8222-1, D.8222-5 ou D.8222-7 à D.8222-8 du code du travail et du décret n°2005-1334 du 27 octobre 2005, le titulaire du marché a l'obligation de produire à l'INPI, à la **conclusion du marché et tous les six mois** à compter de la notification du marché, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions.

Par ailleurs, conformément aux dispositions des articles L.8254-1 à L.8254-4 du code du travail, le titulaire doit remettre lors de la conclusion du marché, puis tous les six mois jusqu'à la fin du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

En cas de non remise des documents susmentionnés, l'INPI peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché au tort du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

22 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N° du ayant pour objet Ceci concerne notamment la loi N° 75-1334 du 31 Décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. "

Les candidats se référeront aux dispositions du titre IX, chapitre 3 du code de la commande publique pour connaître les modalités pratiques du recours à la sous-traitance.

23 RESILIATION

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R 2143-6 et suivant du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article R 2143-8 du code précité, il pourra être fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

L'INPI se réserve le droit d'apprécier, dans chaque cas, selon la gravité de l'inexactitude et le caractère, volontaire ou non, de l'erreur commise, s'il y a lieu ou non d'infliger une sanction.

L'INPI peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci dans les conditions suivantes :

- Pour difficulté d'exécution du marché

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie le marché.

- Pour motif d'intérêt général

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé à 5 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en

compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

- Résiliation pour faute du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- Des moyens ont été mis à la disposition du titulaire, et celui-ci se trouve dans un des cas prévus à l'article 18.3 du CCAG TIC ;
- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'INPI dans le cadre des articles 17 et 23 du CCAG TIC.
- Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du CCAG TIC ;
- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 9 du CCAG TIC ;
- Le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 48.1 du CCAG TIC, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 du CCAG TIC et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- Le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données nominatives et à la sécurité, conformément à l'article 5 du CCAG TIC ;
- L'utilisation des résultats par l'INPI est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché ;
- Postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché s'avèrent inexacts.

La résiliation du marché devra être précédée d'une mise en demeure préalablement notifiée au titulaire et assortie d'un délai d'exécution, restée infructueuse.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

En cas de résiliation, quel qu'en soit le motif, le titulaire devra restituer tous les enregistrements réalisés à l'INPI.

24 REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Le tribunal compétent pour connaître de tout litige entre les parties relativement à la validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat est le tribunal administratif de Cergy-Pontoise,

nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie même pour les procédures de référé ou sur requête.

Toutefois, si l'une des parties a l'intention d'engager une action devant le tribunal administratif, elle ne pourra le faire qu'à la condition d'avoir saisi au préalable le comité consultatif national de règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions prévues par les articles D 2197-15 à D 2197-17 du code de la commande publique.

25 TRANSFERT DES DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute personnellement le présent marché. Aucun transfert de ses droits et obligations au profit d'un tiers ne pourra être fait sans l'autorisation préalable de l'INPI et la conclusion préalable d'un avenant. A défaut, le marché pourra être résilié sans mise en demeure et sans indemnité au profit du titulaire.

26 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCAP déroge au CCAG-TIC conformément au tableau ci-dessous.

| Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations | Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé |
|--|--|
| 8 15.1 | 10.2.3 et 10.2.1 14.1 |